

Collaboration éducative & Engagement formation

— conditions générales pour prendre part aux activités de l'association J'Interviendrais —

*1 exemplaire à signer et à retourner avec le CEE ..
1 exemplaire à mettre dans votre dossier vert avec votre CEE..*

I / JURIDICTION

Dans le cadre des activités de l'association J'Interviendrais, un contrat de participation est établi. Ceci en réponse à deux obligations :

- droit aux loisirs des personnes handicapées, défini par l'article 1 de la loi d'orientation du 11/02/2005- Handicaps et désavantages – OMS – Loi 11/02/2005- Egalité des droit et des chances.
- priorité au maintien à domicile de l'enfant, définie par la loi du 31/12/85 relative à la sectorisation psychiatrique.- ONU - droit de l'enfant - & Décret 23/12/2004 relatif à l'organisation des lieux de vie.

L'Association et l'ensemble de ses membres entendent garantir ces droits auprès de l'enfance.

L'animateur "tierce-personne", par sa formation, a pris note du décret du 26 Juillet 2006, cadre dans lequel se déroule son contrat d'engagement éducatif. Il se doit d'y faire probité. Il prend cette responsabilité en matière de Santé, de sécurité matérielle et morale du mineur.

II / SANTE

Toute personne, salariée, indemnisée ou bénévole, en séjour de vacances, en séjours de répit, stagiaire en formation, doit être en bonne santé et indemne de toute affection contagieuse ou nerveuse.

Elle doit avoir satisfait à la visite médicale d'aptitude et subi un examen radiologique (valable deux ans-certifiant l'absence d'affections tuberculeuses), et doit également être apte à la manipulation des denrées alimentaires.- ce certificat est exigible sur le lieu de séjours « dossier vert ».

III / INDEMNITES ET ASSURANCE

L'Association assure tous ses membres pour la totalité des risques auprès de la MAIF.

L'indemnité tierce personne est versée, pour la durée des actes relevant de la dépendance liée au handicap et non au titre de la formation, et elle est alignée sur la convention collective de l'animation socioculturelle CEE, elle ne peut être inférieur à l'indemnité des nourrices agréées. Les avantages en nature liés à la fonction ne sont pas décomptés. La durée du séjour indemnisé est égale à celle commanditée par la famille et supportée au titre des charges hôtelières.

IV / TRANSPORT

L'Association prend à sa charge tous les déplacements qui sont attachés aux missions :

- accompagnement des enfants à l'occasion des convois ou des rapatriements,
- déplacements avant-séjour et post-séjour.

L'Association fournit en conséquence les titres de transport nécessaires ou rembourse les frais engagés sur présentation de pièces justificatives, dans la limite du tarif S.N.C.F. deuxième classe.

L'emploi des tarifs carte-jeune est imposé aux stagiaires de province pour rejoindre les lieux de rendez-vous. Au-delà de 25 ans, les conditions tarifaires doivent autant que possible être optimisées (tarifs découverte séjours). Les voyages des stagiaires venant de l'étranger sont remboursés, suivant les mêmes conditions, dans les limites du territoire métropolitain.

V / VEHICULE PERSONNEL

Aucun membre de l'équipe éducative n'est autorisé à utiliser son véhicule personnel, vu la réglementation en cours.

VI / ENGAGEMENT FORMATION

La participation au stage - 50 Heures approfondissement organisé par J'Is est obligatoire au moins une fois, indépendamment de la formation antérieure (son financement est obtenu par simple présence au stage pratique qui suit).

Les actions de collaboration éducative constituent en tant que telles des actes de formation.

Les initiatives prises au cours de ces actions de collaboration éducative restent subordonnées à un engagement de formation sous tutelle du directeur de stage désigné par l'oeuvre.

VII / COLLABORATION EDUCATIVE ET RESPONSABILITES

L'ensemble des stagiaires est placé sous l'autorité des conseils d'administration de J'Is .

Les impératifs de collaboration éducative sont définis en fonction des besoins des enfants au sein du groupe autogéré et se réfèrent aux éléments des synthèses éducatives.

L'équipe éducative s'engage à participer à l'organisation et à la planification de l'ensemble des activités nécessitées pour le séjour des enfants. Chacun, au sein de cette équipe, entend être membre d'un collectif, y assume contradictions et contraintes comme dans toute vie de groupe.

L'équipe éducative se doit d'établir une prise en charge d'un ou de deux enfants par tierce -personne (suivant le niveau du handicap), et doit répondre à l'ensemble des besoins matériels que réclame l'enfant, ainsi qu'à la tenue du lieu d'accueil.

La responsabilité de la "tierce personne" débute et se termine, suivant acte de décharge de responsabilité.

La décharge prend effet lors de la remise en main propre de l'enfant à l'animateur tierce-personne.

Le correspondant qui vient chercher l'enfant doit répondre au même signalement que le signataire de la décharge, ou être habilité par ce signataire. **La décharge est caduque au moment de la restitution de l'enfant au signataire de la décharge ou à son mandataire.**

VIII / DEMISSION RENVOI

L'action de collaboration éducative et l'engagement formation peuvent être rompus par :

A. Démission de l'intéressé

Lorsque le candidat se dégage du présent contrat avant de prendre ses fonctions, il doit s'engager auprès du conseil d'administration pour l'aider à son remplacement. Lorsque cette démission a lieu en cours de séjour, elle met en danger l'enfant et rend caduque toute convention.

B. Révocation par l'équipe

Le directeur du centre doit renvoyer un membre de l'équipe éducative pour :

- manque de probité, infraction aux lois de la protection des mineurs ou violation de la nature confidentielle des dossiers,
- refus de prendre part à la vie matérielle à la vie du centre,
- **introduction d'alcool ou de stupéfiants,**
- **abandon du ou des enfants handicapés dont il a la charge.**

C. Réduction d'effectif cas de force majeure (évacuation sanitaire), annulation intempestives enfants

L'animateur est dédommagé de 48h d'activité

Le départ de l'intéressé intervient au plus tard le lendemain du jour où la notification lui est faite.

Tout candidat est membre de l'Association et répond aux conditions de collaboration éducative et d'engagement formation ci-dessus exposées, entendu que ces conditions ne constituent (comme dans tout autre séjour de vacances) aucune obligation réciproque en matière de droit du travail, mais exposent la personne signataire vis à vis de sa responsabilité en matière de protection des mineurs.

Nom :
Prénom :
Stage du :...../...../..... au : /...../.....

Date :

Signature précédée de la mention **"bon pour accord"**